

VOTRE RÉGION

SOCIAL En réponse à la Région et au Département pour aider les Papeteries

La CoVe décide de ne pas financer une étude supplémentaire

MALAUCCÈNE

Mardi soir, la commission "économie" de la CoVe (communauté d'agglomération Ventoux-Comtat-Venaissin) a émis un avis défavorable quant au financement d'une étude supplémentaire pour la recherche d'un repreneur des Papeteries de Malaucène.

La fermeture du site industriel, qui "laisse" 715 000€ de taxe professionnelle à la CoVe, est programmée par Schweitzer-Mauduit en septembre prochain. Au bilan : 211 employés au chômage.

La demande d'une étude en parallèle de celle conduite par Altedia, mandatée par la société américaine avait été souhaitée par la Région et par le Département.

Le président de la CoVe, Christian Gonnet, explique sa position : « Il faut laisser Altedia travailler sur cette problématique. Mettre deux structures sur ce même dossier aurait plus d'effets négatifs que positifs. Et puis, il existe au sein du conseil général "Vaucluse développement". Son objet est de justement de retrouver des repreneurs. »

Une décision que regrette Pierre Meffre, conseiller régional : « Je trouve ça dommage. L'idée était de choisir un bureau d'études totalement indépendant qui aurait pu multiplier les chances de reprise ».

Ne pas multiplier les expertises

Un sentiment que partage Xavier Bernard, conseiller

général de Malaucène : « Nous souhaitons accompagner la CoVe qui a la compétence économique. Nous ne savons pas ce que veut exactement l'entreprise. On craint que les résultats de l'étude aillent dans le sens de sa recherche. Pourtant, tout le monde a intérêt à trouver un repreneur. J'avoue que je ne m'attendais pas à un refus ».

Un avis négatif de la CoVe qui n'étonnent pas outre mesure les organisations syndicales de l'entreprise, suite aux propos tenus par le maire Dominique Bodon devant le comité de soutien. Il soutenait lui aussi de n'être pas favorable à multiplier les expertises.

Les représentants des salariés confient qu'ils se sentent prisonniers autant du

politique que de l'entreprise. Et que leur sort dépasserait les clivages. Puisque la Région et le Département sont à gauche et la communauté de communes à droite... Pour les salariés, le fait qu'Altedia ait eu comme PDG-fondateur Raymond Soubie, conseiller du président Sarkozy confirme leur malaise.

Le choix du cabinet aurait été en effet, fortement recommandé par le député du haut-Vaucluse Thierry Mariani suite à une réunion avec les représentants de Schweitzer-Mauduit. Une analyse que conteste fortement le député : « Je trouve cela grotesque. Je ne connais pas ce bureau, je n'en ai pas entendu parler. Le choix, c'est le problème de l'entre-

p r i s e »
Bruno ALBERRO